CINÉMA BEAU BIEN 25 ans d'histoire

MONTRÉAL CAMPUS



Immersion dans l'univers des jeux d'évasion

À lire en page 9



EXO SOUS PRESSION

Notre reportage en page 7



RENCONTRE EXCLUSIVE AVEC LE RECTEUR

Page 4

ÉDITORIAL

Longue vie aux médias étudiants

Le *Montréal Campus* souligne le travail des journaux d'ici et d'ailleurs



ÉLODIE BRÉNIEL, JULIETTE FOURNIER ET ÉLISE LÉCAUDÉ



PHOTO : FANNY LÉCAUDÉ, *MONTRÉAL CAMPUS*

Les articles publiés au Montréal Campus sont le fruit du travail d'une équipe bénévole, mais aussi de la collaboration avec les associations étudiantes, le corps professoral et administratif ainsi que le lectorat.

En novembre 2024, une étudiante déclare à la police de la prestigieuse université Cornell qu'elle a été agressée par des membres d'une fraternité. Le corps étudiant est outré : certains lancent des œufs sur la maison de Chi Phi. L'Université, quant à elle, met en place un groupe de travail pour bonifier la sensibilisation aux violences sexuelles.

L'histoire se serait arrêtée là, si ce n'était du travail des journalistes du *Cornell Daily Sun*. La rédactrice en chef du plus vieux journal universitaire des États-Unis, Cereese Qusba, a pris contact avec la victime présumée, établissant un lien de confiance pendant plusieurs mois.

Le journal publie son enquête 23 mois plus tard, en septembre dernier, alors que la plaignante poursuit au civil les sept hommes qui l'auraient droguée et agressée sexuellement. L'affaire devient alors un sujet d'intérêt national.

Cereese Qusba y relate les faits allégués, dont l'invitation dans un groupe Snapchat à venir visiter la chambre où la victime se trouvait. Selon l'article, l'Université aurait terminé son enquête, même si les résultats n'ont jamais été diffusés. Cornell aurait aussi permis aux étudiants en cause de rédiger une dissertation pour réduire leur sanction.

Mais surtout, le journal étudiant décide de publier les noms des agresseurs allégués, ceux qu'on appelle aujourd'hui les « Cornell 7 », malgré le risque de poursuites.

La décision de rendre public le nom des présumés agresseurs ne s'est pas prise sur un coup de tête, elle met le *Cornell Daily Sun* à risque d'être visé de poursuites judiciaires. Et rares sont les médias étudiants qui peuvent se permettre de financer des démêlées avec la justice. Mais l'intérêt public, l'idée de protéger de potentielles victimes justifiait cette décision.

Si l'histoire de Jane Doe a fait le tour des salles de presse des États-Unis, mais aussi du monde, c'est parce que les journalistes étudiant(e)s du *Cornell Daily Sun* se sont dévoué(e)s durant près de deux ans à ne pas la laisser tomber entre les craques du système. Parce que mettre en lumière ce qu'il se passe sur leur campus, ça fait partie de leur devoir de média étudiant.

Dans un éditorial au titre évocateur : « *Cornell Won't, We Will* (Cornell ne le fera pas, nous le ferons) », publié quelques jours après l'enquête, l'équipe de journalistes étudiant(e)s confronte l'Université à ses propres promesses. Notamment celles de fournir un environnement « sécuritaire et épanouissant » pour toute sa communauté étudiante et de suivre la loi.

Et l'administration de l'Université n'a pas facilité l'accès à l'information de ces étudiant(e)s par rapport à cette histoire. « Si Cornell respecte la loi, nous devrions avoir accès à la déclaration publique émise par l'université, à l'enquête Title IX, ouverte en janvier, et à la façon dont elle s'est terminée », affirme le *Cornell Daily Sun*, avec raison.

Demander aux institutions de rendre des comptes, persister malgré l'opacité et les embûches administratives, c'est ça le devoir des journalistes, étudiant(e)s ou non.

C'est ce que le *Montréal Campus* fait depuis plus de 40 ans. Représenter les sujets qui touchent de près ou de loin les 35 000 uqamien(ne)s et les informer sur ce qui se passe à l'UQAM, c'est ça, notre mission. Comme tout média étudiant, nous avons également une double mission, celle de former la future génération de journalistes, année après année.

L'Université est un terreau fertile de sujets, allant de la distribution des fonds jusqu'à la plus récente victoire des Citadins. Cependant, ce n'est pas à *La Presse*, au *Devoir* ou au *Journal de Montréal* que vous lirez ces nouvelles, c'est au *Montréal Campus*. Nous sommes là pour raconter vos histoires et pour vous informer des nombreuses affaires uqamiennes.

Mais des récits comme celui de Cornell ne tombent pas du ciel. Ils proviennent d'un réseau de contacts et d'une crédibilité acquise après toutes ces années de travail. Chaque année, certains de nos textes ou de nos productions proviennent directement de pistes de notre lectorat.

C'est d'ailleurs le cas de l'enquête sur les conditions de travail des étudiant(e)s dans les laboratoires uqamiens publiée en avril 2026. Dans ce texte, les journalistes documentent le climat toxique de cet environnement, qui nous avait été rapporté par un membre de la communauté.

Malgré les défis liés à cette situation de taille, le *Montréal Campus* a tenté à sa façon de vous informer, mais aussi de demander à l'UQAM d'être responsable de ce qui se passe au sein de ses propres murs.

Des accrocs entre le *Montréal Campus* et certaines associations étudiantes, certes, il y en a eu. Mais il faut souligner que la collaboration entre notre journal et les associations peut permettre de mettre en lumière des problèmes occultés de la communauté étudiante. Nous servons tous et toutes, à notre façon, la communauté uqamienne.

Nos portes et nos oreilles seront toujours ouvertes pour vous. Si vous pensez qu'un sujet mérite d'être discuté, venez nous voir au local des médias ou écrivez-nous! ❖

Rédactrice en chef : Élodie Bréniel | **Directrice de l'information :** Élise Lécaudé | **Directrice multimédia :** Juliette Fournier | **Cheffes du pupitre UQAM** : Juliette Benoît et Julianne Mondoloni | **Chefs du pupitre Société** : Valentin Nucci et Renaud Vaillancourt | **Cheffes du pupitre Culture** : Emmanuelle Hodoul et Perlina Rossi-Brown | **Chef(fe)s du pupitre Vidéo** : Émile Brochu et Agathe Nogues | **Cheffes du pupitre Radio** : Félicitée Audet et Mariouche Caldart | **Correction** : Arnaud Brossard, Maïka Thomson et Hubert Vaillancourt | **Direction artistique** : Éloi Duquette et Fanny Lécaudé | **Responsables de la promotion** : Charles-Antoine Bédard et Félix Rousseau-Giguère | **Vigies de la diversité et de l'inclusion** : Beatrice Aubert et Zineb Lamrabet | **Impression** : Hebdo Litho. Cette édition a été réalisée grâce à la collaboration de l'École des médias.

Prière de recycler ce papier journal

VOL. LV | NO.1 | OCTOBRE 2026

PUBLICITÉ :

Accès média : 514.524.1182
info@accesmedia.com

Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec- Bibliothèque nationale du Canada

MONTRÉAL CAMPUS est publié par les Éditions Montréal Camping inc.

CP. 8888 succ. Centre-Ville, Montréal (QC) H3C 3P8

Suivez le *Montréal Campus* sur le Web

www.montrealcampus.ca

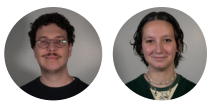
montrealcampus@gmail.ca

MULTIMÉDIA

VIDÉO RADIO

25 ans de cinéma... et de souvenirs!

Le *Montréal Campus* a rendu visite au Cinéma Beaubien dans le cadre de son 25e anniversaire



ÉMILE BROCHU ET AGATHE NOGUES

Depuis 25 ans, le Cinéma Beaubien fait partie du paysage culturel montréalais. Bien plus qu'un endroit où regarder un film, la salle est devenue un véritable lieu de rencontre pour les cinéphiles et les gens du quartier.

Alors qu'aujourd'hui les plateformes permettent de regarder presque n'importe quel film directement depuis la maison, qu'est-ce qui explique que les cinémas de quartier continuent d'avoir leur place? Pour souligner son quart de siècle d'existence, le Beaubien propose cet automne une programmation spéciale qui replonge dans son histoire et dans celle du cinéma québécois.

Un reportage à visionner sur nos réseaux sociaux en numérisant le code QR à droite.

> **Le cinéma devient un lieu d'activisme culturel au sein d'un quartier**
>
> **Pierre Barrette, professeur à l'École des médias de l'UQAM**



PHOTO : ÉMILE BROCHU, *MONTRÉAL CAMPUS*

Roxanne Sayegh, directrice générale de Cinéma Cinéma, souhaite voir apparaître plus de cinémas de quartier.

Empathie, l'oeuvre qui a démystifié la santé mentale

La série à succès de Florence Longpré a permis de rompre les tabous, ici comme en France

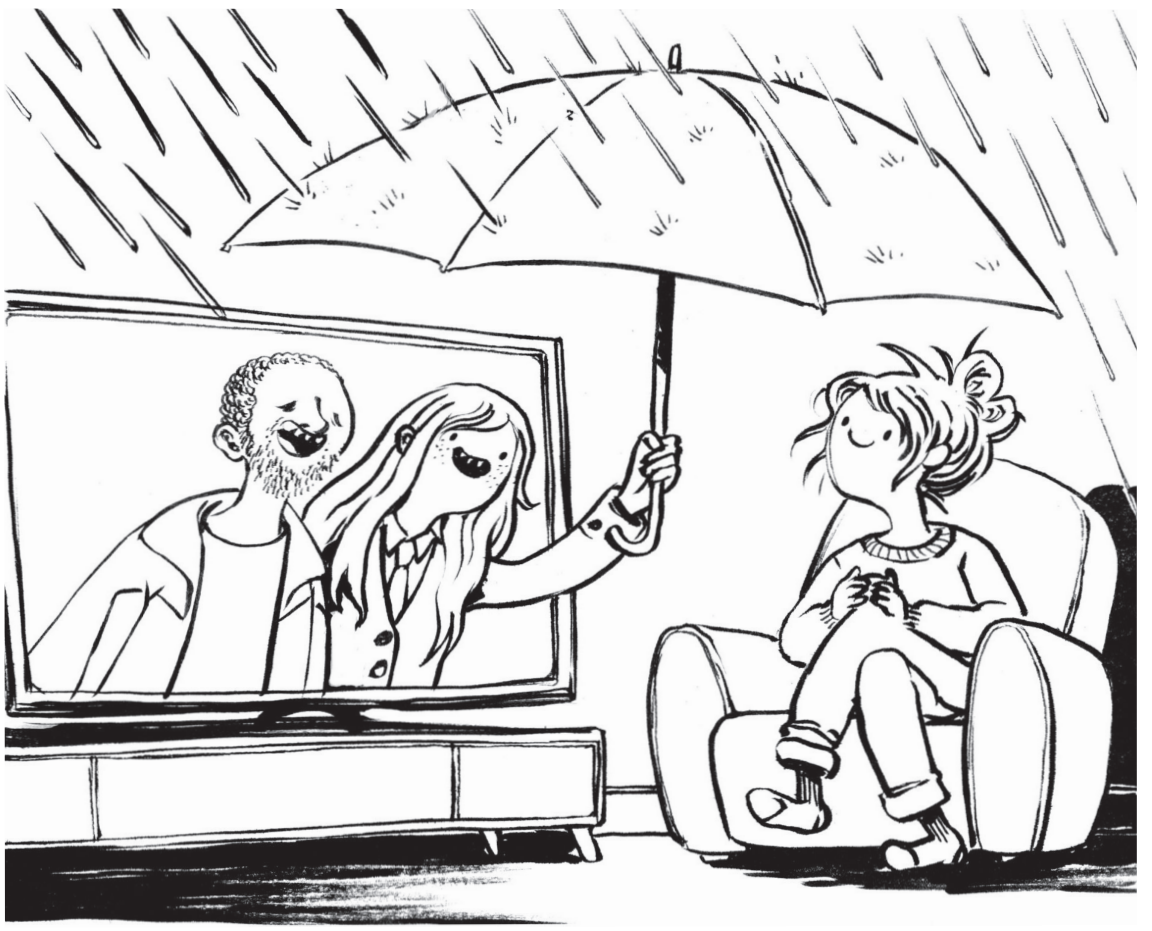


ILLUSTRATION : MAUD AMORETTI, *MONTRÉAL CAMPUS*

La Dre Marie-Michèle Boulanger, psychiatre à l'institut Philippe-Pinel, a collaboré à l'écriture du scénario.



FÉLICITÉE AUDET ET JULIETTE FOURNIER

La sortie de la série *Empathie* l'an dernier a généré un engouement majeur. La création de Florence Longpré a gagné le prix du public Série Mania, en plus de 14 trophées aux derniers prix Gémeaux.

L'histoire de la nouvelle docteure de l'institut psychiatrique fictif de Mont-Royal, prise avec ses propres problèmes, a ému les spectateurs et spectatrices.

Les critiques ont salué la justesse avec laquelle Florence Longpré, aidée des professionnel(le)s du milieu, a dépeint les problèmes de santé mentale.

Dans ce reportage, nous abordons le pouvoir de la fiction pour changer la perception des gens sur la maladie mentale. Un balado à écouter sur Spotify en numérisant le code QR à droite.

> **L'art à la base, ça sert à être un reflet de la société**
>
> **Lyraël Dauphin, interprète de Claude Simard dans la série**

ENTREVUE

Trente minutes avec le recteur



JULIETTE BENOÎT ET
JULIANNE MONDOLONI



PHOTO : ÉLOI DUQUETTE, *MONTRÉAL CAMPUS*

Le recteur de l'UQAM, Stéphane Pallage, en poste depuis trois ans et demi, compte briguer un second mandat de cinq ans par amour pour l'institution.

Cohabitation au Quartier latin, frais de scolarité et baisse du nombre d'inscriptions internationales : le *Montréal Campus* a rencontré le recteur, Stéphane Pallage, pour comprendre sa vision de l'avenir et les raisons derrière les dernières décisions de l'UQAM.

« J'ai un plaisir fou dans ce travail », lance le recteur, qui a annoncé à la rentrée vouloir briguer un second mandat de cinq ans, 18 mois avant la fin de son premier. L'épinglette de l'UQAM au veston, il a reçu le *Montréal Campus* dans son bureau, tapissé d'œuvres d'art et garni d'une imposante bibliothèque, pour la traditionnelle entrevue annuelle.

« On attend du gouvernement des gestes très forts pour rappeler l'ouverture du Québec [aux étudiant(e)s de l'international] », fait valoir l'homme à la tête de l'UQAM, préoccupé par les perspectives offertes dans la province aux étudiant(e)s étrangers et étrangères après leur diplomation.

Cet automne, l'Université observe une baisse de 34 % des inscriptions internationales par rapport à l'année précédente, qui enregistrait déjà une baisse de 25 %, souligne le recteur. Il attribue cette diminution aux quotas imposés par Québec et Ottawa, mais aussi aux contrecoups du retrait du Programme de l'expérience québécoise (PEQ). Aboli en novembre 2025, puis rouvert sous un format plus restreint, le PEQ offrait une voie rapide vers la résidence permanente pour les étudiant(e)s concerné(e)s.

L'avenir pour ceux d'ailleurs

« Les nouveaux étudiants vont être hyper bien accueillis à l'UQAM, [...] mais ce n'est pas clair qu'ils se qualifieraient un jour [pour le PEQ] », admet M. Pallage. Il en profite pour vanter le programme d'accueil de l'Université, *Allô*, et souhaite miser sur l'accueil d'étudiant(e)s francophones de l'international.

Bien que le nombre d'étudiant(e)s québécois(es) ait augmenté au cours des trois dernières années, il n'a pas suffi à compenser la baisse d'étudiant(e)s de l'international. Le budget de 2026 prévoyait une hausse d'inscriptions de 3 %, mais elle a plutôt stagné à 0,4 %, selon le recteur. « C'est un défi financier, puisque les universités sont financées principalement par le nombre d'étudiants », explique M. Pallage. Le gouvernement octroie, quant à lui, une subvention qui équivaut à cinq ou six fois le montant des droits de scolarité versés par les étudiant(e)s, explique-t-il.

Un déficit à l'horizon?

« Je pense qu'il faut accélérer nos projets, notamment à la Faculté des sciences de la santé. C'est ça qui va attirer davantage d'étudiants et d'étudiantes », répond vivement M. Pallage, questionné sur d'éventuelles coupes budgétaires.

Il n'exclut toutefois pas une hausse des droits de scolarité. « Si on le fait, on le fera bien sûr en collaboration avec les associations étudiantes », assure-t-il.

« On s'en va vers un déficit si rien n'est fait [par le gouvernement]. C'est des choses qui arrivent. On n'en a pas eu depuis longtemps à l'UQAM », constate le recteur, qui espère obtenir plus de soutien financier des nouveaux cadres dirigeants de la province.

« Il faut savoir que l'UQAM a des missions que n'ont pas nécessairement les autres universités. Notamment, l'accessibilité », rappelle-t-il en précisant que l'Université a un taux de contingence très faible.

> « On s'en va vers un déficit si rien n'est fait [par le gouvernement] »
>
> **Stéphane Pallage, recteur de l'UQAM**

Selon lui, l'UQAM devrait recevoir « une enveloppe mission particulière » de la part du ministère de l'Enseignement supérieur.

Entre sécurité et cohabitation

« On a une responsabilité sociale et humaine », dit d'emblée Stéphane Pallage, interrogé sur la cohabitation entre les membres de l'UQAM et les personnes en situation d'itinérance ou consommant des substances. Au cœur du Quartier latin, l'Université compose avec une présence accrue de ces populations vulnérables autour de son campus, incitant la direction à multiplier les mesures de sécurité tout en plaidant pour la cohabitation.

Accès à certaines toilettes restreint par la carte étudiante, présence renforcée des agent(e)s de sécurité, tous formé(e)s à l'administration de naloxone, d'après le recteur, et halte-chaleur hivernale : l'établissement tente de trouver un équilibre entre sécurité et responsabilité sociale.

Pour patrouiller sur le campus et ses abords, la Société de développement social (SDS), organisme qui participe notamment à la halte-chaleur, a mis sur pied une brigade mixte financée par le ministère de la Santé et des Services sociaux en juin. Elle réunit des intervenant(e)s psychosociaux et psychosociales de la SDS et un groupe spécialisé en intervention sociale auxquels les agent(e)s de sécurité peuvent faire appel.

Certain(e)s étudiant(e)s disent sentir une certaine insécurité face à la cohabitation avec des personnes en situation d'itinérance ou qui consomment près du campus, et jugent insuffisante la réponse de l'UQAM, comme l'a rapporté le *Montréal Campus* dans un article publié en avril 2025. À l'inverse, d'autres membres de la communauté uqamienne reprochent à l'institution de repousser progressivement les populations marginalisées hors du quartier.

Pour réduire la présence de personnes qui consomment des produits illicites sur les trottoirs environnants, le recteur propose une solution ciblée : un lieu de consommation supervisée à proximité de l'UQAM.

« Le CACTUS au coin de Sainte-Catherine et Sanguinet est un lieu de distribution et de vérification [des substances]. Un lieu de consommation supervisée serait probablement le bienvenu », avance-t-il. Or, CACTUS Montréal exploite déjà, depuis 2017, un tel service à quelques rues de là, à l'angle des rues Sainte-Catherine et Berger.

M. Pallage reste flou en ce qui concerne les autres ressources pour aider les agents de sécurité à intervenir en cas d'incident avec des personnes intoxiquées ou en situation d'itinérance.

Il assure toutefois maintenir une « ligne rouge » avec la direction de l'organisme leur permettant de s'appeler directement en cas d'enjeu.

L'UQAM souhaite plutôt faire valoir son expertise en travail social et en toxicomanie pour contribuer à l'élaboration de solutions durables. « On croit au vivre-ensemble, mais le vivre-ensemble va dans les deux sens, résume Stéphane Pallage. L'UQAM est accueillante et on attend des personnes dans la rue le même respect. »

ALIMENTATION

UQAM

Manger sur le campus à prix fort

Difficile pour la communauté de se nourrir à la cafétéria sans se ruiner




JULIETTE BENOÎT ET
JULIANNE MONDOLONI

« Je n'ai jamais mangé ici parce que c'est trop cher », lâche Carla Gil, étudiante à la *Maîtrise en théâtre* à l'UQAM, assise à la cafétéria du pavillon Hubert-Aquin, son lunch sur la table. Comme elle, plusieurs étudiant(e)s préfèrent apporter leur propre repas, faire un détour par une épicerie ou traverser la rue jusqu'au CHUM plutôt que de manger sur le campus.

Dans son ancienne université, en France, manger à la cantine allait de soi. « C'était un euro le plat [environ 1,60 $ canadien], avec entrée, plat et dessert », se remémore-t-elle. À l'UQAM, la réalité est tout autre.

Des détours économiques

Menu du jour à 11,75 $, muffin à 3,60 $ et sandwich au poulet à 6,25 $: les tarifs affichés poussent une partie de la communauté étudiante à déserter la cafétéria.

Les Services alimentaires de l'UQAM se financent grâce à leurs ventes. Mais la cafétéria engrange-t-elle des profits? L'Université touche-t-elle des commissions? Questionnée par le *Montréal Campus*, l'UQAM invoque des « raisons concurrentielles », laissant planer le flou sur son modèle financier.

Charles Therien, étudiant au *Baccalauréat en médias interactifs*, s'est inspiré de certain(e)s de ses collègues qui traversent le boulevard René-Lévesque pour aller manger à la cafétéria du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM). « C'est proche de l'UQAM, ça fait changement, et c'est le fun d'aller à l'hôpital », dit l'étudiant.

En visite sur place, le *Montréal Campus* a constaté que plusieurs choix sont jusqu'à 40 % plus bas qu'à la cafétéria de l'UQAM : 3,04 $ pour la grande soupe, 8,83 $ pour le repas du jour et, finalement, 2,15 $ pour le muffin du CHUM.

Charles n'est pas le seul à prévoir des détours pour se nourrir. Vincent David, étudiant à la *Maîtrise en sciences politiques*, privilégie les options abordables du Quartier latin, comme les sandwichs bánh mì bien garnis du VUA qui coûtent entre 7,65 $ pour 7 pouces et 8,25 $ pour 10 pouces. D'autres, comme Charlotte Vézina, étudiante au *Baccalauréat en histoire*, se contentent d'une pâtisserie dans un café étudiant.

« Je travaille et je fais un salaire acceptable, donc je peux me permettre d'acheter un plat à la cafétéria, mais je ne pense pas que ce soit le cas pour la majorité des étudiant(e)s », nuance Allisa Nicolas, étudiante au *Baccalauréat en comptabilité*, qui utilise la cafétéria lorsqu'elle manque de temps.

L'UQAM accuse l'inflation

« Les Services alimentaires de l'Université, comme l'ensemble du secteur ali- mentaire, ont été touchés par les hausses de coûts observées ces dernières années », pré- cise la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers. L'Université affirme toutefois avoir limité l'impact de ces hausses : le prix du café n'a pas augmenté depuis trois ans et des options à coûts réduits ont été introduites, comme un spaghetti à 7 $.

Devenu un lieu de passage

Benoît Coutu fréquente l'UQAM depuis 1996. D'abord étudiant, puis chargé de cours au Département de sociologie, il observe depuis près de 30 ans la transformation des espaces du campus.

« Je trouve ça cher moi-même comme employé. Une petite assiette de salade, ça te revient rapidement à 16 $. Pour les étudiant(e)s, ça doit être terrible », dénonce-t-il.

Il a vu disparaître des lieux à l'UQAM où manger à petit prix : le bar *L'Après-cours*, fermé en 2008, puis un autre bar, *Le Département*, fermé en 2020. Mais au début des années 2000, « sous couvert de la sécurité », la direction a progressivement resserré les règles entourant les rassemblements, explique-t-il.

Fini le temps où les associations pouvaient librement organiser des événements, apporter de la nourriture de l'extérieur ou distribuer de l'alcool dans leurs locaux.

Ce tournant s'est accompagné d'une volonté « de privatiser les services alimentaires », poursuit le sociologue. Désormais, pour organiser une activité sur le campus, il faut réserver un local, obtenir un permis d'alcool et faire affaire avec les Services alimentaires de l'UQAM.

Avec ce cadre restrictif, « l'UQAM est devenue un lieu de passage », regrette-t-il. Les étudiant(e)s viennent suivre leurs cours et repartent aussitôt.



ILLUSTRATION : MAUD AMORETTI, *MONTRÉAL CAMPUS*

Pour Benoît Coutu, l'alimentation pourrait justement devenir un moyen de recréer ces espaces de rassemblement.

« Ça serait la moindre des choses de faire une cuisine collective. Les étudiant(e)s sont capables d'opérer ça, les syndicats vont les encadrer s'il le faut, et les associations sont là pour ça », avance-t-il.

À cette image, le Rassemblement pour l'Alimentation Durable et l'Innovation Solidaire (RADIS), né d'une initiative étudiante, opère une cafétéria à l'Université Laval où l'on sert des repas à 5 $ pour toute la communauté étudiante.

À l'Université de Montréal, on retrouve une tasse de café filtre à 50 ¢ au café Tore et Fraction où les employé(e)s sont bénévoles.

Le *Montréal Campus* a demandé à l'UQAM si elle avait déjà envisagé la création d'une cuisine collective ou d'un espace alimentaire géré par la communauté étudiante, et si elle serait disposée à mettre un local à la disposition d'un tel projet. L'Université n'a pas répondu à ces questions.

Nouveautés à la cafétéria signées IA

Des sandwichs illustrés par l'intelligence artificielle (IA) font sourciller à la cafétéria de l'UQAM. Inauguré le 8 septembre dernier à Hubert-Aquin, le nouveau comptoir est équipé de deux bornes de commande tactiles dont les images de repas suscitent des critiques. « Je trouve ça vraiment dommage [...] l'UQAM aurait pu engager des étudiant(e)s en design graphique », déclare Charles Fortier, étudiant au *Baccalauréat en enseignement secondaire*. Questionnée spécifiquement par le *Montréal Campus* sur l'utilisation d'images générées par IA pour représenter les aliments vendus, l'Université a affirmé qu'elles étaient « exceptionnellement conçues [...] à l'aide de l'IA en raison principalement de l'échéance serrée ». « L'implantation des bornes vise à élargir l'offre de produits à prix abordable et à intégrer de nouvelles technologies », soutient Jenny Desrochers. L'UQAM a gardé le silence sur le coût d'acquisition de ces bornes « pour des raisons concurrentielles ».



BANDE-DESSINÉE : MAUD AMORETTI, *MONTRÉAL CAMPUS*

INCLUSIVITÉ

Quand la neurodiversité s'épanouit au travail



VALENTIN NUCCI

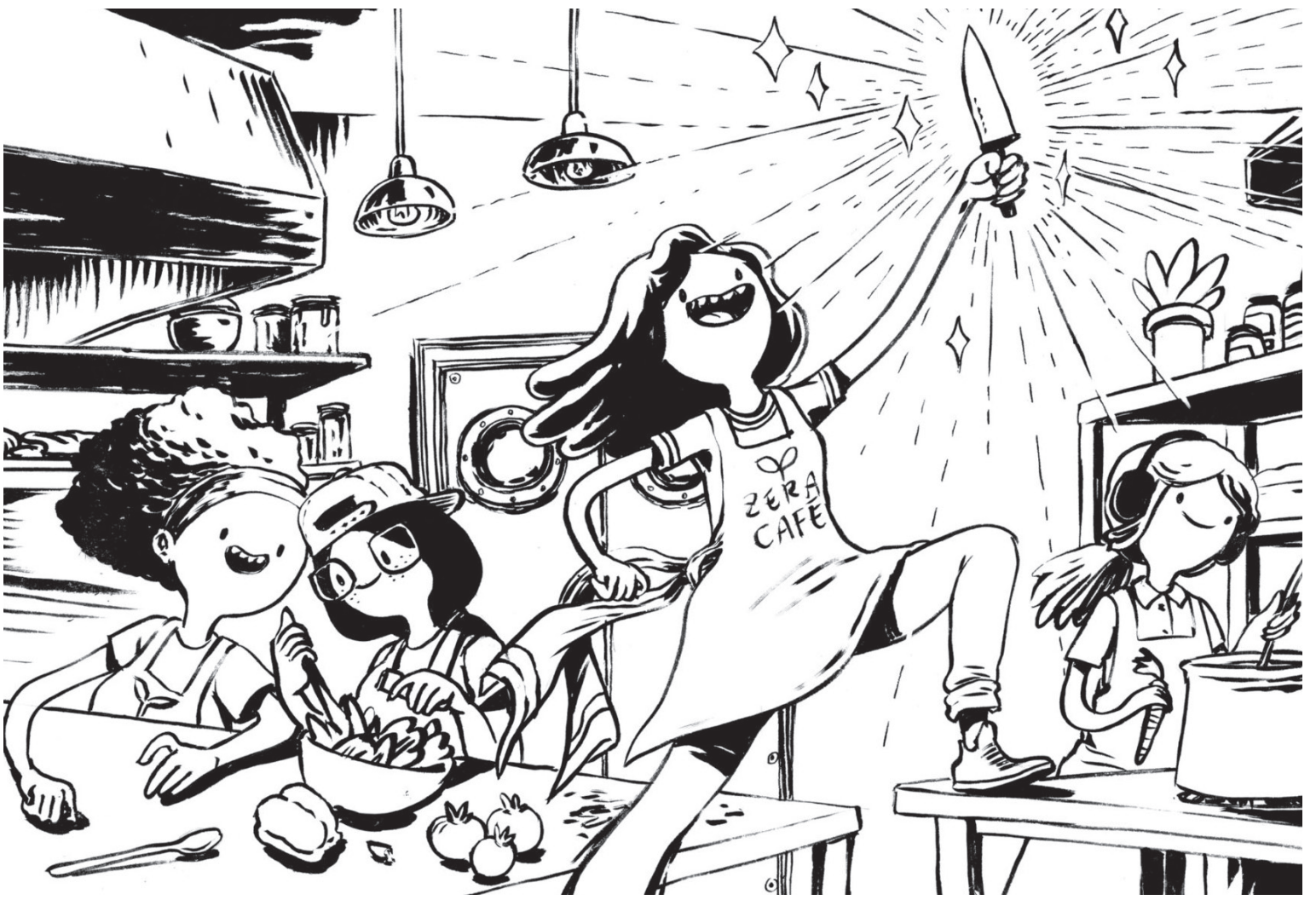


ILLUSTRATION : MAUD AMORETTI, *MONTRÉAL CAMPUS*

Fanny Groleau travaille comme assistante de cuisine chez Zera Café, œuvrant à l'insertion sociale des personnes neurodivergentes, depuis plus d'un an.

Fanny Groleau assure un poste d'assistante de cuisine au sein du Zera Café, une équipe composée exclusivement d'employé(e)s neurodivergent(e)s depuis maintenant huit ans. Au-delà d'un simple emploi, ce lieu représente surtout pour elle l'occasion d'acquérir de nouvelles compétences dans un environnement de travail sain, lui permettant une grande autonomie.

Dans la salle du café, Fanny Groleau s'approche timidement du *Montréal Campus*, qui s'est rendu sur les lieux. Malgré sa personnalité réservée, elle accepte de partager son expérience personnelle. Cela fait un peu plus d'un an qu'elle travaille chez Zera Café à hauteur de 12 heures par semaine, en plus de son travail comme employée de bibliothèque.

« [Au café], tu apprends beaucoup de choses que tu peux utiliser chez toi, moi, j'ai appris comment utiliser des couteaux », lance-t-elle fièrement.

Le Zera Café est un organisme qui produit et livre des repas prêts-à-manger en engageant exclusivement des personnes neurodivergentes dans sa cuisine. L'OBNL compte aujourd'hui un peu plus de dix employés aux diagnostics et aux personnalités diversifiés.

Ce lieu permet à Fanny Groleau de découvrir le monde du travail dans un contexte social et autonome, analyse la directrice des opérations de Zera Café, Alissa Podheiser Anzarut.

« Deux de nos employés ont déménagé dans des appartements à l'âge de trente ans. L'un d'entre eux vient de déménager de la maison de ses parents », appuie-t-elle.

Un environnement à adapter

Les personnes neurodivergentes font face à des obstacles dans leur environnement professionnel que les personnes neurotypiques ne connaissent pas, souligne la professeure en gestion de la santé et de la sécurité au travail à l'UQAM, Valérie Martin. La sensibilité à l'environnement sensoriel ressentie par les personnes neurodivergentes représente notamment un défi au quotidien.

Le clignotement des lumières électriques, le bruit d'un ventilateur, le mouvement ou le désordre sont un ensemble d'éléments qui peut participer à la déconcentration de ces personnes, explique Mme Martin.

> **« Moi, j'ai appris comment utiliser des couteaux »**
>
> **Fanny Groleau, assistante de cuisine au Zera Café**

L'aménagement de l'environnement et la flexibilité des horaires sont alors deux des piliers essentiels pour assurer l'épanouissement professionnel des employé(e)s neurodivergent(e)s, explique la professeure.

« [Les personnes neurodivergentes] peuvent faire leurs prestations de travail au moment où ils sont le plus disponibles et le plus susceptibles de donner leur entière contribution », assure-t-elle. Une flexibilité que le Zera Café prend soin de mettre en application.

« [Ces individus] fonctionnent en tant que personnes neurodivergentes dans un monde qui a été construit pour les personnes neurotypiques », ce qui explique leurs difficultés d'intégration, selon Valérie Martin.

Les personnes atteintes d'autisme, de TDAH ou de dyspraxies sont des exemples de profils cognitifs qui concernent la neurodiversité. Pour beaucoup de ces individus, la communication devient un enjeu du quotidien, tant par le langage verbal que non-verbal.

Afin d'accompagner plus personnellement les employé(e)s du Zera Café, des professionnel(le)s de la santé s'assurent quotidiennement de leur bien-être et de leur bonne disposition. Que ce soit pour la gestion de leur disponibilité de travail ou bien pour régler des enjeux comportementaux, des physiothérapeutes et des travailleurs sociaux sont présents pour enseigner aux membres du personnel à « être sensibles », explique Mme Podheiser Anzarut.

Sensibiliser les entreprises

Cette sensibilité passe ainsi par les comportements à adopter selon le profil de chaque employé(e). La directrice des opérations prend comme exemple la manière de s'adresser verbalement à l'un(e), la gestion du contact visuel pour l'autre ou bien les approches physiques pour certain(e)s.

Malgré ses nombreuses recherches et appels, Fanny Groleau remarque qu'un blocage persiste chez les entreprises pour engager des personnes neurodivergentes. « Personne ne me rappelle ou peut-être que quelqu'un me rappelle et dit " Non, votre profil n'était pas pour nous " », rapporte-t-elle d'un ton désespéré.

Pour Valérie Martin, un travail de sensibilisation doit se faire au sein des entreprises. Selon elle, l'ouverture d'esprit des entreprises et de ses employé(e)s doit être un levier pour changer la perception de la neurodiversité en milieu professionnel. « Ça peut venir à la fois de la direction et de la supervision qui va donner le ton à son équipe, de dire, oui, cette personne-là est différente, mais elle a sa place dans notre équipe », croit la professeure.

Au-delà de certains accommodements dont les personnes neurodivergentes ont besoin, la professionnelle en gestion de la santé maintient que leurs comportements neuroatypiques pourraient s'avérer être profitables au entreprises qui les engageraient.

« Les personnes autistes qui sont passionnées par un sujet vont être capables de s'y mettre avec une grande énergie, une grande passion, puis développer beaucoup de connaissances très spécialisées », affirme Mme Martin.

Elle souligne que des études récentes ont également mis de l'avant le grand sens éthique des personnes neurodivergentes. Selon elle, les employé(e)s atteints de troubles neurocognitifs comprennent rapidement les règles d'entreprise et les appliquent de manière stricte, peu importe le contexte.

Bien plus qu'un emploi

Fanny Groleau, quant à elle, se sent à l'aise dans la cuisine du Zera Café. « Le chef est très gentil. J'apprécie les connaissances que j'ai apprises », dit-elle d'un ton jovial.

Plus qu'un simple travail, ce lieu lui permet d'évoluer dans un environnement social au sein duquel elle fait des rencontres intéressantes, même si l'amitié n'est pas toujours réciproque de son côté. « Je dirais qu'ils sont plus amis avec moi que je suis amie avec eux, pour être honnête », lance-t-elle avec désinvolture, avant de rejoindre la cuisine pour reprendre le travail qu'elle avait brièvement interrompu.

TRANSPORT

Exo en compression, étudiant(e)s sous pression



RENAUD VAILLANCOURT



PHOTO : RENAUD VAILLANCOURT, *MONTRÉAL CAMPUS*

Marie-Ange Roy construit ses horaires universitaires selon ses options de transport collectif. Sa passe mensuelle de transports lui coûte 123 $.

Entre lignes d'autobus coupées, départs annulés et quartiers privés de réseau de mobilité collective, l'avenir du transport en commun inquiète la communauté étudiante des couronnes de Montréal. Le réseau de transport métropolitain, exo, prévoirait une réduction de l'offre de service de 10 %, d'ici l'été 2028, a révélé LCN en septembre.

Étudiante au *Baccalauréat général en communication*, Marie-Ange Roy fait quotidiennement le trajet entre Sainte-Marie-Madeleine, en Montérégie, et l'UQAM. Pour financer sa formation universitaire, elle a pour objectif de rester chez son père pendant ses études, malgré les trois heures de transport quotidiennes.

Bien qu'elle prenne souvent le train, il arrive régulièrement à Mme Roy de devoir se résigner aux autobus d'exo en raison de la rareté des passages ferroviaires. En l'occurrence, le transport en autobus lui prend « deux-trois heures » au lieu d'une heure et demie en train. « Ça arrive quand même souvent que le bus me passe en pleine face parce qu'il est déjà rempli d'étudiants », raconte-t-elle l'air frustré.

Pour se rendre à l'école en voiture, l'étudiante a estimé que cela lui coûterait mensuellement environ 300 dollars d'essence, comparativement au prix de sa carte Opus de 123 dollars. Payant elle-même ses études, Mme Roy s'interdit la dépense excédentaire.

Exode vers Montréal

D'ici son retour à l'équilibre budgétaire en 2028, exo prévoirait des compressions récurrentes dans l'offre de service. Ces dernières s'élèveraient à 19 millions de dollars, selon Liza Poulin, mairesse de Blainville.

Ces compressions envisagées inquiètent Mme Roy. « Ça me fait paniquer », reconnaît-elle. Prenant le train quotidiennement avec son copain aux études, elle juge que la réduction des services de transport en commun ne leur laisse « plus beaucoup d'autres solutions que de déménager sur l'île, par amour [pour son copain] et par haine du transport ».

L'idée de réduire les services de mobilité passe aussi mal auprès des élu(e)s des municipalités des couronnes Nord et Sud de Montréal convié(e)s le 10 septembre dernier au conseil d'administration d'exo.

Le maire de Repentigny, Nicolas Dufour, craint que ces réductions ne poussent des étudiants à quitter sa municipalité.

« On est en train de nous-mêmes créer un exode des jeunes [vers Montréal] », estime-t-il.

Selon des données communiquées par exo, en 2025, la communauté étudiante représentait 38 % de l'achalandage dans ses services. M. Dufour raconte que quelques étudiant(e)s de Repentigny lui ont communiqué que « si le service continue de couper, c'est quasiment comme s'ils se font [contraindre] à finir sur l'Île [de Montréal] ».

Ça ne passe pas au conseil

Selon lui, un meilleur soutien économique du réseau collectif du gouvernement permettrait à sa municipalité de bénéficier d'un « retour sur investissement » de la jeunesse.

Le maire explique avoir besoin d'une « jeune main-d'œuvre qualifiée » dans ses entreprises locales, mais se désole d'avoir de « bonnes chances de perdre » ses étudiants à l'usure.

Aussitôt qu'il a appris les intentions de compressions budgétaires d'exo, Nicolas Dufour a démissionné de son poste d'administrateur au conseil d'administration d'exo. « Je ne pouvais pas plaider en faveur du transport en commun et adopter la résolution [pour autoriser les coupures] », se défend le maire. « C'est pas normal que je doive envoyer un chèque de 10 millions à l'ARTM à chaque année, mais que je sois incapable d'avoir le contrôle sur le réseau dans ma ville », s'insurge-t-il. « *No taxation without representation.* »

M. Dufour accuse exo, qui exploite les trains et une partie du service d'autobus du Grand Montréal, et l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), qui gère la planification et le financement du transport collectif, d'entretenir une relation de « voisins gonflables » basée sur la croissance mutuelle des dépenses.

De son point de vue, l'ARTM oblige exo à produire « des rapports très peu utiles » et mobilise ses propres ressources pour analyser les données recueillies. Le maire déplore que cette dynamique entraîne des dépenses supplémentaires des deux côtés.

Pour éviter les débordements budgétaires qui découleraient de la collaboration entre les deux entités, M. Dufour plaide en faveur d'une mise en commun des compétences d'exo et de l'ARTM.

Un problème plus vaste

Le maire observe un « désengagement » en matière de transport collectif de la part du gouvernement précédent. Selon lui, les budgets en place ne « s'ajustent pas du tout aux réalités inflationnistes ».

Relationniste médias chez exo, Rosalie Lavoie confirme que l'inflation contraint l'entreprise à réduire ses dépenses et investissements. « La hausse des coûts de certains de nos fournisseurs augmente nos frais d'opérations », regrette-t-elle.

Les municipalités périphériques à Montréal augmenteraient à 2,5 millions leur nombre d'habitants d'ici 2051, tandis que la métropole connaîtrait une baisse démographique de 10 %, selon les projections démographiques publiées en juillet dernier par l'Institut de la statistique du Québec.

Selon Mme Lavoie, on observe déjà « une hausse de l'achalandage dans les différents services » d'exo. Elle admet qu'avec son budget, l'organisme bénéficie « d'une marge de manœuvre assez limitée » en matière d'ajustements de services. « En ce moment, on a une offre de service qui n'est pas tout à fait adéquate avec cette croissance-là », ajoute-t-elle. La représentante souligne qu'exo souhaite « adopter un cadre financier pérenne qui est prévisible pour le transport collectif ».

Le REM en parallèle

En 2020, l'ancienne ligne de train exo, en direction de Deux-Montagnes, a été convertie en une voie du REM. En raison du « partage tarifaire entre les différents opérateurs », Rosalie Lavoie considère que « ça vient affecter [financièrement] le réseau exo ».

De son côté, le maire de Repentigny, Nicolas Dufour, décrit de « foutoir » la restructuration du service d'exo pour s'arrimer au REM. Il juge que la liaison du REM sur la Rive-Sud est inadéquate. « On a complètement défait les structures de réseaux d'autobus qui fonctionnaient pour essayer de plaire à la Caisse [de dépôt et de placement du Québec] », soutient-il.

MUSIQUE

Une « vie de rêve » à l'Opéra de Montréal

Michel Beaulac fait ses adieux à la direction artistique après 20 ans



PERLINA ROSSI-BROWN



PHOTO : BRENT CALIS

Michel Beaulac prend sa retraite après 37 ans passés au sein de l'Opéra de Montréal en tant que directeur artistique. Sa relève n'a pas été choisie.

Michel Beaulac se souvient du garçon de cinq ans qui écoutait *Carmen* en boucle. Quand il pense que ce classique a pris vie à l'Opéra de Montréal (OdM) sous sa direction artistique 70 ans plus tard, il lâche : « Ma vie a été un rêve. » Il tirera sa révérence cette année après 20 ans en poste. Le *Montréal Campus* fait le point avec lui.

La direction artistique consiste à décider de la nature des programmations et du choix des artistes qui s'y illustrent. Comment un ancien enseignant et sculpteur se retrouve à l'OdM, la deuxième plus grande institution du genre au Canada? Dans le cas de Michel Beaulac, il lui aura fallu « plusieurs vies, comme un chat ».

« Je suis né [dans les années 40] à Pointe-Saint-Charles, dans un milieu ouvrier. Un oncle médecin, qui était plus fortuné, nous avait donné son phono et un enregistrement de la *Carmen* de Bizet [l'opéra le plus joué au monde], raconte le mélomane. À la maison, tout ce que j'avais, c'était cet enregistrement. Je me retrouvais en Espagne à chaque fois que je l'écoutais. »

Après une décennie comme enseignant, il entreprend des études en arts plastiques à l'UQAM. « Dans mes cours complémentaires, j'ai pu explorer le chant comme moyen d'expression. Ça a été une révélation », se rappelle-t-il.

S'ensuivent des années comme sculpteur et rédacteur pour *Sortie*, un magazine culturel gai. Mais le tournant pour Michel Beaulac se passe en 1989, alors qu'il est animateur radio pour une émission dédiée à l'opéra. Il interviewe Bernard Uzan, le directeur artistique de l'OdM d'antan. « Il a tellement aimé l'entrevue qu'il m'a offert un poste au sein de l'équipe des communications », se souvient-il.

En 1992, coup de théâtre! Le scénographe pour l'opéra classique *Andrea Chénier* se désiste à la dernière minute. « Bernard Uzan m'a dit : "Michel, toi, tu connais l'espace en tant que sculpteur. Dessine-moi un scéno." J'ai évidemment relevé le défi. »

Il devient scénographe jusqu'en 1998, année où on lui propose le poste d'administrateur artistique. « J'ai [alors acquis] tellement d'expérience dans la sélection des chanteurs que je suis devenu le directeur artistique en 2007. »

Actualiser l'opéra

Michel Beaulac ne lit jamais les critiques de la presse. Même pas celles selon lesquelles réécrire des œuvres classiques pour en effacer les connotations discriminatoires revient à les réduire.

Cela a été le cas pour *Turandot*, un grand classique présenté par l'OdM en septembre dernier. La fin a été réécrite en raison du sexisme de la version originelle. « Il ne faut pas avoir peur de bousculer les œuvres, d'y mettre notre couleur et de les amener à notre époque pour leur donner un nouvel élan », croit M. Beaulac. « Plus on éclaire le répertoire sous des perspectives différentes, plus il s'enrichit et [plus il] s'ajuste à notre Montréal à nous », conclut-il.

Le directeur artistique aura aussi parié jusqu'à la fin sur la présentation d'opéras traitant d'enjeux modernes. « Dès que j'en ai eu l'occasion, en 2013, j'ai présenté un opéra du XXIe siècle : *Dead Man Walking* [traitant de peine de mort aux États-Unis] », dit M. Beaulac.

Avant sa direction artistique, il y avait « très peu, pour ne pas dire pas du tout » de place pour les nouvelles créations aux côtés des grandes œuvres du folklore à l'OdM, affirme M. Beaulac. Chose qu'il était déterminé à changer dans cette quête de modernité.

Le premier nouvel opéra à l'OdM a été une adaptation de la pièce de théâtre *Les Feluettes* en 2016. Entre l'amour passionnel de deux hommes gais, la manipulation et le drame religieux, ce théâtre possédait « les qualités pour la scène lyrique », se souvient M. Beaulac.

« L'OdM a créé en moyenne un nouvel opéra par année. C'est un rythme complètement démesuré pour une compagnie de notre taille », affirme le directeur général Jean-Pierre Primiani. Il y a notamment *Another Brick in the wall - L'Opéra* (2017), inspiré de la musique de Pink Floyd. Ou encore *L'hiver attend beaucoup de moi* (2020), portant sur deux femmes fuyant la violence conjugale à travers les paysages rudes du nord du Québec.

À titre de comparaison, « rares » sont les opéras en Amérique du Nord – même les plus grands, comme ceux de New York, Chicago et San Francisco – qui commandent plus d'une œuvre tous les cinq ans.

Un coup de cœur?

« *Porgy and Bess* (2014), entre autres », répond M. Beaulac. Cette œuvre s'inscrit dans sa volonté de refléter sur scène la diversité du public montréalais. À saveur jazz, elle se veut un portrait de l'Amérique noire des années 30. Le spectacle exige donc une distribution d'acteurs et d'actrices exclusivement noir(e)s.

M. Beaulac convainc ainsi le *Montreal Jubilation Gospel Choir* – ancienne chorale de renommée mondiale – de faire le saut vers la scène lyrique. « Sur le plan communautaire et musical, c'était un des grands moments de ma direction artistique. Je suis devenu amoureux de chacun d'eux, de leur implication, de leur immense musicalité », louange le directeur artistique.

Michel Beaulac souhaite pour sa relève – qui n'a pas encore été choisie – de continuer à mettre en valeur les artistes québécois et canadiens à l'OdM.

« Ce qui le démarque véritablement de ses prédécesseurs, c'est son investissement envers les artistes canadiens et québécois, surtout les étudiants de l'Atelier lyrique [le programme de perfectionnement professionnel de l'OdM] », affirme Jean-Pierre Primiani. « Michel a une approche humaine et bienveillante. Même lorsqu'ils ont gradué, il les [accompagne] dans cette jungle très compétitive qu'est le milieu de l'opéra. »

« Quand moi j'étais jeune, l'OdM et son Atelier n'existaient pas », dit Michel Beaulac. « Tous les chanteurs d'opéra disaient : "Il faut aller en Europe, recevoir l'approbation, les applaudissements d'autres pays avant de pouvoir s'en aller chez nous." »

Une fois son mandat terminé, M. Beaulac poursuivra son travail de l'ombre à l'OdM. Il se consacre déjà comme dramaturge à *Une lettre au général Franco*, programmée pour l'automne 2028.

IMMERSION

Dans la tête des architectes des jeux d'évasion



EMMANUELLE HODOUL

Difficile de prévoir ce qui nous attend lorsqu'on franchit la porte d'une salle d'un jeu d'évasion. Rien n'est laissé au hasard par les concepteurs et conceptrices, dont la mission est d'assurer une immersion totale, pour transformer chaque partie en souvenir marquant pour les participant(e)s. Incursion dans la création de jeux d'évasion.

« La seule chose que je peux créer [pour les participant(e)s], ce sont des bons souvenirs », souligne Emmanuel de Gouvello, fondateur du premier centre de jeux d'évasion du Québec, Échappe-toi. C'est la clé d'une salle réussie, selon l'entrepreneur. Les gens qui visitent les salles d'Échappe-toi, qui a ouvert ses portes en 2014, repartent presque tous avec le sourire, confie l'entrepreneur. « C'est ce qui nous a donné envie de continuer », s'exclame-t-il en riant.

Comment donne-t-on vie à ces univers captivants? Pour créer un bon jeu, il faut perfectionner trois grands axes : l'histoire, l'environnement et les actions des participant(e)s. C'est ce qui forme le « triangle magique » d'un jeu immersif, explique M. de Gouvello.

Selon l'entrepreneur, lorsque les trois côtés du triangle sont cohérents, ils réussissent à faire entrer les joueurs dans l'expérience, sans jamais « déconnecter les gens de l'univers dans lequel on essaie de les immerger ».

Création ludique

La première étape est donc de créer un univers avec un thème précis, ce qui demande énormément de recherche. « On commence souvent par l'histoire, mais cette histoire se situe forcément dans un environnement », continue-t-il. Il faut concevoir les décors en parallèle et donc, de fil en aiguille, se projeter dans les actions potentielles des joueurs et joueuses.

Pour Sylvain A. Trottier, créateur de jeux d'évasion à l'Agence Friedman, « toute la difficulté repose dans l'équilibre. Il faut rester assez flou pour que les joueurs et joueuses cherchent [les réponses aux énigmes], mais assez clair pour qu'ils les trouvent dans un délai raisonnable ».

Cet équilibre minutieux s'avère d'autant plus complexe qu'un « jeu d'évasion qui fonctionne bien, c'est un jeu qui s'adresse à plusieurs types d'intelligence », souligne M. de Gouvello. Jongler entre les différentes sortes d'intelligence n'est parfois pas chose aisée et c'est pourquoi l'activité doit idéalement être faite à plusieurs, insiste-t-il.

L'expérience reste le meilleur outil pour se mettre à la place de la personne participante, selon les deux entrepreneurs. « On ne peut pas être dans la tête de tout le monde, mais il y a certaines logiques de raisonnement qui reviennent », souligne M. Trottier.

Son agence se spécialise en jeux d'enquête sur Internet, en plus de concevoir des jeux d'évasion sur demande pour des bibliothèques, des municipalités, des musées ou encore des universités.

Afin de guider subtilement les équipes, il faut également porter attention à la capacité suggestive d'action, soit les caractéristiques d'un objet donné qui suggèrent son usage à l'utilisateur. « Si je te donne une clé, tu te doutes que tu vas avoir un cadenas ou une serrure à ouvrir », explique M. Trottier.

Un public conquis

« On peut être fiers au Québec, je trouve qu'on est très forts. Si je compare aux meilleurs jeux de Toronto, même avec ceux des États-Unis, on est vraiment *hot* », affirme Véronique Raymond Marcotte, adepte de longue date de jeux d'évasions.

« Ce qui fait en sorte que j'ai le goût d'en faire, c'est qu'il y a tout le temps quelque chose de nouveau. C'est comme une aventure que je vais vivre à chaque fois », confie-t-elle. La résidente de Shawinigan en a fait 325 depuis 2018, arpentant les salles de la province, mais aussi celles de l'Ontario et des États-Unis. Elle a même donné la piqûre à son conjoint, qui compte aujourd'hui pas moins de cinquante salles résolues à son actif.

Car ce qui pousse les adeptes à revenir, c'est précisément cette promesse de sortir de son quotidien. « Je ne sais jamais à quoi m'attendre quand j'arrive dans une salle. Je suis dans un monde complètement différent. C'est toujours aussi excitant », confie-t-elle.

Les jeux d'évasions, de plus en plus nombreux au Québec, multiplient d'efforts pour se démarquer dans un marché concurrentiel, selon M. de Gouvello. En témoigne la consécration de la salle Cirque Magnifico d'Escaparium Laval, couronnée au sommet du palmarès mondial *Top Escape Rooms Project Enthusiasts' Choice Award* pendant deux ans.

Tests et retests

Pour s'assurer de la cohésion de l'histoire, il faut systématiquement vérifier la cohérence du fil conducteur. Cette phase de test, M. Trottier l'estime primordiale.

Dans ces périodes d'essais-erreurs, les concepteurs et conceptrices de jeux doivent également savoir se remettre en question. « Il faut avoir l'humilité de ne pas s'attacher à fond à ses idées. On efface, on recommence, puis on trouve quelque chose qui va être meilleur », estime-t-il.

Au-delà d'un simple défi intellectuel, c'est avant tout l'aspect collectif qui donne tout son sens à l'expérience, croit Emmanuel de Gouvello. « Les gens viennent pour communiquer, pour socialiser. C'est Aristote qui disait que l'être humain est un animal social, puis c'est vrai », remarque-t-il.

Une idée à laquelle adhère Véronique Raymond Marcotte, qui apprécie rencontrer ceux et celles qui partagent son amour de cette activité. Elle est d'ailleurs déjà allée dans un jeu d'évasion aux États-Unis avec d'autres passionné(e)s québécois(e)s. « On est une communauté, il y en a qu'on connaît quand même bien, surtout ceux qui en jouent beaucoup », explique-t-elle.

Aux yeux de M. de Gouvello, le but premier des jeux d'évasion est surtout de permettre aux participant(e)s de partager un moment de qualité. « Beaucoup de gens nous écrivent après pour nous dire qu'ils ont été heureux d'être ensemble et, évidemment, c'est la récompense ultime. »

L'équipe du Montréal Campus s'est fait offrir un jeu chez Échappe-toi, qui n'a pas eu de droit de regard sur le contenu de l'article.

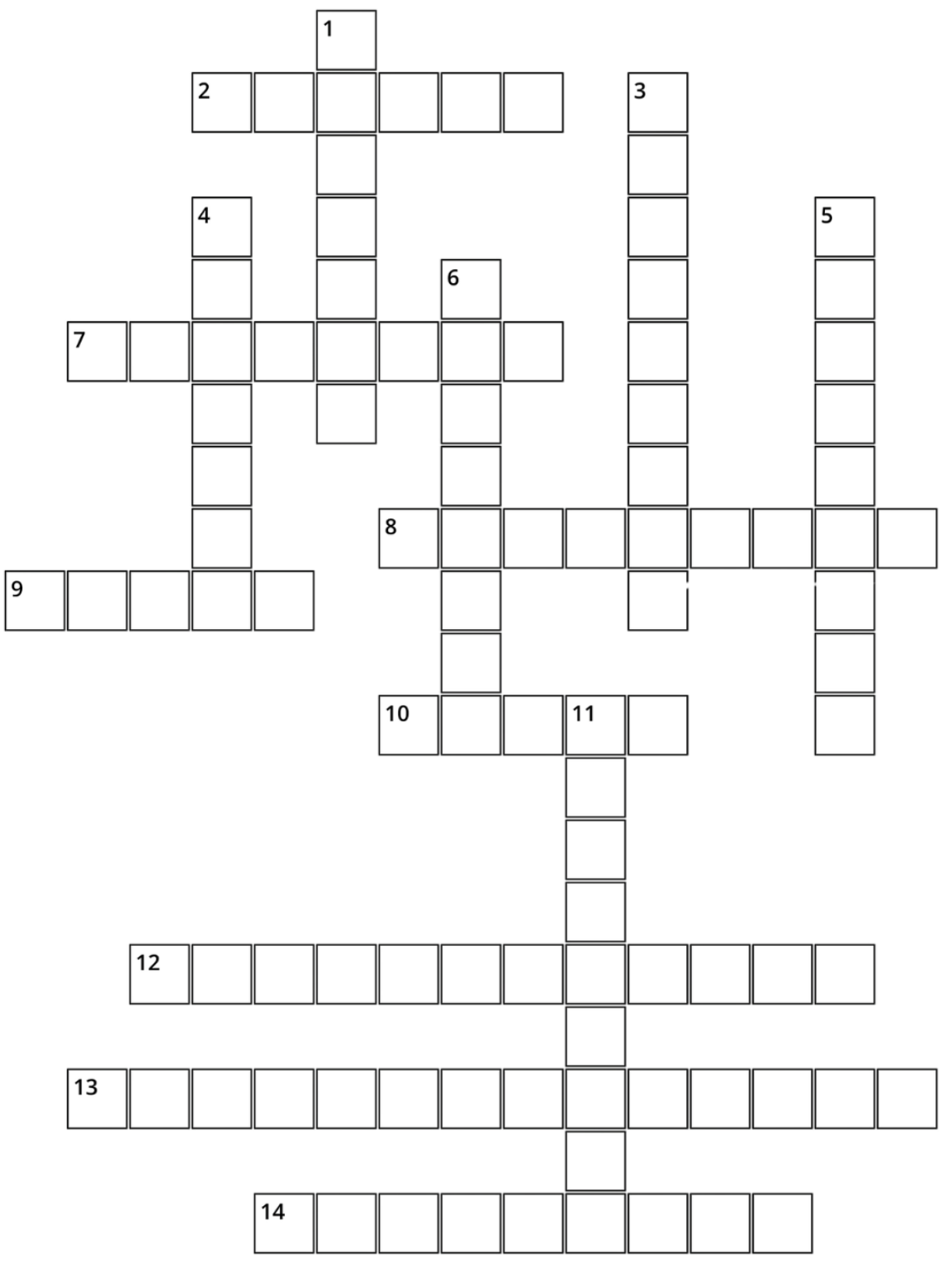


PHOTO : FANNY LÉCAUDÉ, *MONTRÉAL CAMPUS*

Les jeux chez Échappe-toi sont imaginés par cinq concepteurs et conceptrices ludiques issus de différents milieux, tels que la conception de jeux vidéo ou encore l'architecture. C'est cette diversité de profil qui permet d'avoir une approche créative intéressante, explique M. de Gouvello.


CHOQ.ca
File Edit
REPORTAGES
BALADOS
MUSIQUE

CROISÉS CAMPUS



HORIZONTAL

2. Endroit de prédilection où se déshydrater et repenser à ses choix de vie après un examen difficile.

7. Cause de débat à chaque début de session. Mot en latin.

8. Tous les chemins mènent à cette station.

9. Personne ne comprend comment elle fonctionne ni pourquoi elle est basée sur ce chiffre, mais tout le monde en veut une élevée.

10. Un grand classique uqamien qui risque d'arriver début novembre.

12. Semaine (ou soirée) de début de session après laquelle tout le monde tombe malade.

13. C'est l'option que tu choisis parce que tu ne peux pas te permettre plus, mais tu ne veux pas en mettre moins parce que t'as peur qu'on te trouve *cheap*.

14. Le vrai nom de la sculpture du J communément appelée « les couilles du recteur ».

VERTICAL

1. Émission d'information humoristique animée par le journaliste aux plus beaux cheveux du Québec.

3. On y sert le fameux « wrap UQAM ».

4. Nom de famille du recteur de l'Université.

5. C'est ton jour de chance quand il fonctionne.

6. Empire médiatique hégémonique du Québec.

11. Le nombre de pavillons que l'UQAM possède à Montréal.

Frais de livraison à 0 $

À cause des frais de scolarité ?

Uber One Étudiants

Économise sur Uber et Uber Eats

Avantages valides sur les courses et commandes admissibles seulement. 3 mois gratuits sujets à l'admissibilité et aux modalités d'adhésion; voir l'application pour détails.

GRATUIT PENDANT 3 MOIS



DEVIENS MEMBRE AUJOURD'HUI

L'admissibilité et les modalités d'adhésion s'appliquent.